UCO Université catholique de l'Ouest

Faculté de Droit, économie, gestion, science politique

Licence **Droit**

RNCP : 38186

Campus UCO
Angers, Guingamp, Nantes

Mention
Droit

Modalités - Formation initiale | En présentiel

Certification - Diplôme national bac +3 délivré en jury rectoral

Niveau d'admission - Bac

Niveau d'étude visé - Licence

Débouchés

À l'UCO

- Master Communication publique et politique
- Master Conflictualités et médiation mention Histoire, civilisations, patrimoine...
- Master Droit privé
- Master Droit public
- Master Science politique - parcours diplomatie globale

Autres possibilités

- Masters en droit (public, privé, international...)
- Administration publique
- Ressources humaines

Métiers

- Métiers du juridique, du judiciaire ou encore métiers de l'administration publique.

Objectifs et compétences visées

Maîtriser les méthodes propres au raisonnement et à l'analyse juridique
Acquérir une véritable rigueur tant dans le travail personnel que dans la résolution des exercices juridiques.

Acquérir un socle de connaissances fondamentales en droit
Développer une connaissance approfondie des principales branches du droit et de leurs interactions.

Favoriser une solide culture générale
Susciter l'intérêt des étudiants, non seulement pour la technique juridique, mais aussi pour les concepts philosophiques et historiques qui la fondent.

Préparer à l'insertion professionnelle
Favoriser la découverte des métiers du droit, en particulier grâce à la mise en valeur de l'expérience professionnelle et associative.

Les + de la formation

Un double diplôme d'excellence, unique dans la région
Cette formation permet de valider une Licence Droit et un DU éthique et rhétorique juridiques. Elle favorise la culture juridique et l'art de l'oralité.

Une licence professionnalisante en lien avec les acteurs du territoire
Stage (2 mois en L3), interventions de professionnels.
Ces opportunités permettent aux étudiants de développer leur réseau et facilitent leur insertion.

Des enseignements ouverts au-delà de la technique juridique
La licence propose des enseignements complémentaires pour acquérir de solides bases de culture générale (dont la philosophie du droit et l'éthique).

99%
Taux de réussite
Session 2025

73%
Taux d'insertion
À 6 mois post-diplôme
Session 2025

Validation et modalités

La licence de droit se prépare en 3 ans. Une année compte 2 semestres constitués d'UE (unités d'enseignement) correspondant à 60 crédits ECTS (30 ECTS/semestre). Pour valider sa licence (6 semestres), l'étudiant doit obtenir 180 crédits ECTS.

DOUBLE DIPLOMATION
L'étudiant valide simultanément la Licence Droit et le DU Éthique et rhétorique juridiques, parcours spécifique inscrit dans la licence.

EVALUATION ET RYTHME
- L1, L2 et L3 : contrôle continu intégral
- 30 heures de cours et 30 heures de travail personnel par semaine.

Environ 270 heures de formation par semestre.

Modules par année

LICENCE 1 - SEMESTRES 1 ET 2 | 60 crédits ECTS

Enseignements fondamentaux : Droit des obligations | Droit administratif | Droit pénal
Enseignements complémentaires juridiques et économiques : Institutions judiciaires et administratives | Histoire politique et sociale contemporaine | Institutions européennes | Histoire du droit | Économie politique | Science politique | Relations internationales
Compétences transversales : Political science
Projet personnel et professionnel de l'étudiant (PPE) : Méthodologie juridique et introduction aux concepts du droit | Culture numérique et professionnalisation (certification PIX) | Professionnalisation et métiers du droit
Ethique, culture et rhétorique : Introduction à l'art rhétorique | Découverte de l'art rhétorique | Option au choix : Introduction à la philosophie du droit ou histoire du droit de la famille

LICENCE 2 - SEMESTRES 3 ET 4 | 60 crédits ECTS

Enseignements fondamentaux : Droit constitutionnel | Droit civil | Histoire du droit
Enseignements complémentaires juridiques et économiques : Économie d'entreprise | Finances publiques | Droit fiscal | 3 matières au choix parmi : Procédure administrative, contentieux administratif, sciences administratives, histoire des idées juridiques, droit des affaires, procédure pénale, procédure civile
Compétences transversales : Introduction to the common law
Projet personnel et professionnel de l'étudiant (PPE) : Techniques de recherche de stage
Ethique, culture et rhétorique : L'art de l'exposé oral | L'art de la controverse éthique | Option au choix : Atelier transversal ou culture et éthique | Atelier
transversal / Option au choix : Culture et éthique ou engagement étudiant

LICENCE 3 - SEMESTRES 5 ET 6 | 60 crédits ECTS

Enseignements fondamentaux : Régime des obligations | Droit des sociétés | Droit administratif des biens | Libertés fondamentales | Droit de l'Union européenne | Droit de l'environnement
Parcours de spécialisation - 2 parcours au choix au S6 :
PARCOURS DROIT PRIVÉ : Droit civil des biens | Droit des contrats spéciaux | Au choix : Droit pénal spécial ou droit social
PARCOURS DROIT PUBLIC : Droit international public | Introduction à la philosophie morale et politique | Droit des collectivités territoriales
Compétences transversales : Criminal law
Projet personnel et professionnel de l'étudiant (PPE) : Séminaire d'accompagnement du projet | Préparation aux concours de la fonction publique | Stage (2 mois) | Rapport de stage et soutenance
Ethique, culture et rhétorique : Rhétorique (mémoire de recherche) | Controverse orale

Prérequis, candidature, coût de la formation

Licence 1

Être titulaire du baccalauréat ou de tout autre diplôme équivalent ou sur validation des études ou des acquis professionnels.

Licence 2 et 3

Être titulaire d'une L1 ou L2 de Droit ou sur validation des études ou des acquis professionnels.

Frais de scolarité

- À partir de 3000€ par an selon la situation de la famille (à titre indicatif)
- Possibilité d'obtenir une bourse d'État
- Formation continue : tarifs sur demande

DIPLÔME NATIONAL DE LICENCE CONTRÔLÉ PAR L'ÉTAT

uco.fr
Informations et contact

Direction marketing et communication, UCO, 2026 - Document non contractuel : informations données à titre indicatif et pouvant faire l'objet de modifcation - Ne pas jeter sur la voie public